

La Roumanie politique actuelle

Christian Rakovsky

Source : Trotsky L. D. Ocherki politicheskoy Rumynii [Essais sur la Roumanie politique].
Moscou : Maison d'édition d'État, 1922, pp. 120-151. Traduction et notes MIA.

(Lettre de C. G. Rakovsky)

Cher ami !

Je t'envoie les informations supplémentaires demandées pour l'histoire des partis politiques roumains, que ta description avait arrêtée en 1913. Par manque de temps, je me limiterai à des données très brèves et te laisse le soin d'utiliser celles qui paraîtront les plus intéressantes pour le lecteur russe.

Fraternellement, avec un salut communiste.

Ch. Rakovsky.

Kharkov, le 24 juin 1922.

Les nouveaux partis politiques en Roumanie

En 1913, comme tu le sais, il existait en Roumanie, trois grands regroupements politiques : les conservateurs, avec leurs différentes nuances, les nationaux-libéraux et les sociaux-démocrates. Si l'on compare la nomenclature des partis politiques d'alors avec celle de la soi-disant « Grande Roumanie », créée après la guerre, on peut constater qu'elle s'est considérablement enrichie. Le Parti national-libéral continue d'exister, le Parti conservateur s'est définitivement scindé en deux partis en guerre l'un contre l'autre : l'un se nomme démocrate, avec Take Ionescu à sa tête, l'autre, conservateur-progressiste, dirigé par Marghiloman¹. Il est vrai que le parti de Take Ionescu existait déjà avant la guerre impérialiste, mais au début de la guerre, il y eut une tentative d'unification des conservateurs, qui se termina par une nouvelle scission au sein du groupe Carp-Marghiloman, d'où se détachèrent les francophiles qui s'unirent avec Take

¹ La mort récente de Take Ionescu signifie aussi la fin de son groupe. Ses partisans se fondent dans d'autres partis.

Ionescu. Seuls les germanophiles restèrent avec Carp-Marghiloman. Le Parti social-démocrate, après la guerre, s'est scindé en une droite, un centre et une aile socialiste-communiste. Cette dernière appartient à l'Internationale Communiste.

Outre ces anciens partis et ces fragments des anciens « partis historiques », la Roumanie actuelle compte une série de nouveaux partis. Parmi ceux-ci se trouve le Parti du Peuple (Partidul Poporului), dont le chef est le général Averescu, le Parti Paysan (Partidul Țărănist), dont les chefs sont Mihalache, le docteur Lupu et le professeur Stere, et enfin le parti ou groupe nationaliste, dont le chef est le professeur Iorga. Ces partis se sont formés dans les limites de l'ancien royaume. Dans les provinces annexées – Transylvanie, Bucovine, Banat – il existe leurs propres partis, qui existaient déjà sous le régime austro-hongrois et qui n'ont intégré aucun parti roumain, à l'exception des sociaux-démocrates, qui se sont répartis entre les trois partis socialistes de Roumanie. De ces partis régionaux, le plus influent et le plus nombreux est le Parti National Transylvain, qui représente la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, qui constituaient l'élément roumain en Hongrie, et qui jouait un rôle politique significatif au parlement de Budapest.

Il convient de parler ici des regroupements politiques en Bessarabie. Outre les partis roumains qui ont étendu leur activité à cette région, il existe en Bessarabie ses propres partis ou, plus exactement, il en existe un qui prétend être un parti purement bessarabien : le Parti Paysan Bessarabien, dont une fraction marche avec les libéraux, et une autre fraction marche conjointement avec le parti paysan roumain.

Comme on peut le voir d'après cette énumération, les partis politiques de la Roumanie actuelle se divisent non seulement selon des critères de classe et politiques, mais aussi selon des critères régionaux.

La composition sociale des partis politiques roumains

À la base des partis politiques roumains actuels, nous trouvons les mêmes divisions sociales qui existaient déjà dans les anciens partis. Les conservateurs et leurs nuances représentent les grands propriétaires terriens, principalement les propriétaires fonciers d'origine boyarde – l'aristocratie terrienne roumaine. Appartiennent aux nationaux-libéraux les propriétaires terriens d'origine plus récente, les soi-disant « tchiotchoï » : d'anciens usuriers, des commerçants, des spéculateurs, des fonctionnaires, qui se sont emparés des terres de l'État et des paysans ou qui en ont acheté auprès des boyards ruinés. Cependant, la force du parti national-libéral roumain, comme avant la guerre, réside dans la grande bourgeoisie industrielle et financière.

Les usuriers ruraux, les koulaks, la petite bourgeoisie urbaine et la paysannerie se répartissent entre le Parti du Peuple du général Averescu – d'une part, et le Parti Paysan – d'autre part. Les fonctionnaires et les candidats fonctionnaires – presque toute l'intelligentsia roumaine – sont dispersés entre tous les partis, et l'élément enseignant, en particulier, appartient au parti du professeur Iorga. La classe ouvrière appartient,

principalement, au parti communiste, en particulier dans l'ancienne Roumanie et en Bessarabie.

Les programmes politiques

Laissant de côté les communistes et les sociaux-démocrates, je commencerai par le parti paysan roumain, qui mérite une mention particulière. L'idéologue de ce parti est le professeur Stere. Le professeur Stere, comme tu le sais, est un ancien narodovolets², originaire de Bessarabie. De retour en Roumanie après son exil en Sibérie, il rejoignit d'abord les rangs des sociaux-démocrates roumains, puis, avec d'autres renégats roumains, il passa au parti national-libéral, dont il se détacha pendant la guerre, étant un partisan de l'orientation germanophile. Après la guerre, le professeur Stere, avec le docteur Lupu, le professeur Pavel Vujor et l'instituteur Mihalache, qui appartenaient auparavant eux aussi au parti libéral, formèrent le Parti Paysan.

Par son programme, le Parti Paysan rappelle les narodniki russes et les partis agrariens bulgares. Il est caractérisé par un certain radicalisme politique, combiné à un conservatisme social et s'exprimant principalement dans la lutte contre le capitalisme, en tant que destructeur de la petite exploitation paysanne. Le Parti Paysan est un parti monarchiste.

La révolution russe et la lutte politique en Roumanie

C'est la révolution russe qui a eu une influence décisive sur l'histoire de la vie politique en Roumanie, forçant les classes dominantes roumaines à instaurer à la fin de 1917 le suffrage universel et l'expropriation forcée d'environ 50 % des terres des propriétaires fonciers dans l'ancienne Roumanie.

La question des réformes électorale et agraire en Roumanie avait été posée crûment partout par le soulèvement paysan de 1907. Les propriétaires terriens roumains avaient été contraints, pour prévenir un nouveau soulèvement, de chercher un « élargissement » des bases sociales de leurs partis. De 1907 à 1917 – jusqu'à la révolution russe – le parlement roumain s'était occupé à élaborer toutes sortes de réformes agraires et électorales, dont tout le sens se réduisait à tromper au mieux les paysans et les ouvriers. La mise en œuvre des réformes était sans cesse reportée. Pendant la guerre des Balkans en 1913, et surtout dans la période préparatoire avant l'entrée de la Roumanie dans la grande guerre impérialiste (comme tu le sais, la Roumanie est entrée en guerre en août 1916), les boyards et les capitalistes roumains, dans leur agitation nationaliste, mettaient en avant la réforme agraire et électorale comme une sorte de prime aux paysans roumains pour leur participation à la future guerre. Bien qu'avant même la fin de la guerre, en 1918, la Roumanie ait reçu un morceau important de territoire bulgare, cependant, aucune réforme n'avait été accordée aux paysans. Les boyards roumains pouvaient se justifier en disant que pour obtenir la Dobroudja bulgare, ils n'avaient pas eu à sacrifier un seul soldat. Mais la guerre commencée en 1916 se termina. Les paysans

2 Membre de la *Nardodnaya Volia*, organisation terroriste-populiste russe. (Note MIA)

roumains avaient laissé sur les champs de bataille ou entre les mains des puissances centrales plus de 180 000 morts et prisonniers (stratégiquement, l'intervention roumaine doit être considérée comme achevée dès fin 1916, lorsque trois armées russes durent être envoyées au secours de la Roumanie), néanmoins les paysans, en dehors de promesses, n'avaient rien reçu.

À l'ouverture du parlement roumain en décembre 1916 à Jassy, le roi Ferdinand dans son discours du trône déclara qu'en un temps si troublé, où toutes les pensées du pays doivent être dirigées vers la défense, il n'y avait pas de temps à consacrer aux réformes, pour lesquelles le temps viendrait seulement après la fin de la guerre. Cependant, tout à fait inopinément pour le parti de la guerre roumain, qui, par la voix de Take Ionescu, avait senti avec émotion que la guerre devait se terminer par une « cascade de trônes royaux allemands » – la « cascade » commença justement par le trône du tsar Nicolas II, sur la solidité duquel le parti de la guerre roumain et, en particulier, la dynastie royale roumaine avaient bâti tout leur bien-être politique et familial.³

La révolution russe fut un signe avant-coureur pour les boyards roumains eux aussi. Non sans une grande lutte interne, comme en témoignent les rapports des ambassadeurs du Gouvernement Provisoire – Mossolov et Poklevski –, les propriétaires terriens roumains, pour prévenir des troubles au sein de l'armée roumaine, durent faire adopter la loi sur le suffrage universel et sur l'expropriation partielle des grands domaines au profit des paysans. Cela ouvrit une brèche dans le système politique de la Roumanie, où jusqu'à ce moment, 30 000 électeurs dominaient sans limites un peuple de sept millions d'habitants. Avant même les nouvelles élections, qui ne pouvaient avoir lieu qu'après le départ des Allemands, qui occupaient les deux tiers de la Roumanie, de nouveaux partis se formèrent : le Parti du Peuple du général Averescu et le Parti Paysan, qui s'appelaient lors de la période de Jassy « parti du travail ». Averescu était l'un des rares généraux du front jouissant d'une certaine popularité parmi les soldats pendant la guerre. Sur lui reposa en outre la tâche de mettre fin à la guerre et d'entamer des négociations pour conclure la paix avec les Allemands, paix qui fut finalement signée par le gouvernement de Marghiloman.

Lorsqu'après la défaite de l'Allemagne le parti national-libéral se retrouva de nouveau au pouvoir, la haine des masses envers les anciens partis et, en particulier, envers les libéraux, bien que ces derniers s'attribuassent l'augmentation inattendue pour la Roumanie elle-même de son territoire de 2 fois et demie, ne connut pas de limites. Sous la pression des masses, le gouvernement de Brătianu, ainsi que le gouvernement suivant du général Văitoianu, qui n'était qu'un prête-nom de Brătianu, durent céder le pouvoir à un ministère de coalition, composé de nationalistes transylvains, de nationalistes roumains du parti d'Iorga et du Parti Paysan roumain. À la tête de ce ministère se trouva le Transylvain Vaida-Voevod, ancien député au parlement hongrois. Le professeur Iorga fut élu président de la chambre des députés. Les postes de ministre de l'intérieur,

³ Lors de son voyage à Pétrograd avec le prince héritier de Roumanie en janvier 1917, Brătianu mena des négociations pour le mariage du prince héritier Carol avec la fille aînée du tsar, Tatiana.

ministre de l'agriculture et président du sénat furent occupés par les chefs du Parti Paysan : le docteur Lupu, l'instituteur Mihalache et le professeur d'université Pavel Vujor. Bien que les élections de 1919 aient eu lieu sous les libéraux, justement sous le gouvernement du général Văitoianu, les libéraux n'obtinrent qu'une minorité infime de voix.

Pendant l'existence du gouvernement de coalition de Vaida-Voevod et de Lupu-Mihalache, qui fut au pouvoir les derniers mois de 1919 et les trois premiers mois de 1920, la « démocratie » roumaine vécut son point culminant. Les nationaux-libéraux, agissant par l'intermédiaire de la camarilla du palais, provoquèrent un conflit entre le roi et le gouvernement, qui se traduisit par le refus du roi de donner son accord pour la présentation au parlement du projet de loi sur l'introduction de la réforme agraire, rédigé par Mihalache. Comme tout gouvernement petit-bourgeois lâche, craignant la révolution, le gouvernement de Vaida-Voevod – Mihalache céda la position face au roi et démissionna, bien qu'il disposât d'une majorité au parlement.

À la tête du nouveau cabinet se trouva le général Averescu, sous lequel de nouvelles élections eurent lieu en mai 1920. J'ai déjà souligné plus haut que le général Averescu jouissait d'une certaine popularité, en particulier parmi les soldats démobilisés. Autour de lui se rallièrent aussi tous les transfuges des autres partis : libéraux, marghilomanistes, takistes, qui pressentaient que dans un avenir proche, les anciens partis historiques n'étaient pas destinés à être au pouvoir, et qu'il fallait chercher de nouvelles outres pour le vieux vin. Le groupe de Take Ionescu dans son entier se joignit également au général Averescu. Un groupe dissident du parti national transylvain le rejoignit aussi. Le général Averescu, enfin, jouissait du soutien d'une partie de la camarilla du palais. Pour obtenir le pouvoir, Averescu n'hésita pas à menacer le roi de déposition et fit des propositions à l'ancien parti social-démocrate roumain pour une action révolutionnaire conjointe. Tout le passé du général Averescu le dépeignait dans le rôle d'un démagogue ambitieux. C'était une sorte de général [Boulangier](#) roumain, dont la popularité ne pouvait que jouer en faveur de la réaction. Le rôle historique du ministère du général Averescu, qui dura d'avril 1920 à novembre 1921, se réduisit précisément à écraser le mouvement ouvrier en pleine croissance et, en particulier, le Parti Communiste, et à truquer la réforme agraire que, sous l'influence de la révolution russe, le parlement libéral avait été contraint de voter en principe. Le général Averescu appela lui-même son gouvernement « *la dernière réserve de la bourgeoisie roumaine* ». Les libéraux, contre lesquels il menait la lutte pour les écarter du pouvoir, au point d'avoir fait des propositions d'action révolutionnaire conjointe avec les sociaux-démocrates, voyant dans le gouvernement du général Averescu un simple moyen de se frayer à nouveau un chemin vers le pouvoir, s'employèrent de toutes leurs forces à soutenir la combinaison du gouvernement Averescu auprès de la camarilla du palais.

Les élections qui eurent lieu en mai 1920 donnèrent un avantage significatif au parti d'Averescu, ce qui s'explique non seulement par la pression administrative, à laquelle tout gouvernement roumain a recours lors des élections, mais aussi par la démagogie effrénée à laquelle le Boulangier roumain recourut pour attirer à lui les ouvriers et les paysans. Les nouvelles élections furent extrêmement révélatrices à d'autres égards aussi.

Le Parti Paysan, ainsi que les nationalistes transylvains, obtinrent un nombre de mandats très important. Les socialistes de toutes nuances obtinrent 20 sièges de députés, dont 12 dans l'ancienne Roumanie et en Dobroudja et 8 dans les régions annexées, alors que les libéraux, c'est-à-dire le parti disposant des moyens financiers les plus importants, n'obtint dans tout le pays que 8 mandats de députés.⁴ Quant au parti conservateur-progressiste de Marghiloman, il ne parvint à faire élire aucun de ses candidats. Les partisans élus de Take Ionescu, environ 12 personnes, ne passèrent que parce qu'ils figuraient sur les listes gouvernementales. Le général Averescu avait rempli son rôle historique. Après avoir, par des mesures dont il sera question plus bas, écrasé les syndicats et le Parti Communiste et avoir mené à bien une réforme agraire truquée, le roi le renvoya à tous les diables. Un nouveau cabinet fut nommé ; celui de Take Ionescu.

Après deux mois au pouvoir, le gouvernement de Take Ionescu transmit le pouvoir au parti le plus réactionnaire et le plus haï des ouvriers et des paysans de Roumanie ; le parti national-libéral. Anticipant toute leur impopularité, les nationaux-libéraux commencèrent à se préparer fiévreusement aux élections, c'est-à-dire à leur falsification la plus complète et à l'élection de leurs candidats par la terreur policière. En cela, les libéraux se surpassèrent eux-mêmes. Cette poignée de politiciens cyniques, corrompue par le pouvoir sans limites dont elle avait joui pendant plus de 40 ans, mit tout en œuvre pour s'assurer la majorité.⁵ Il suffit de dire qu'en signe de protestation contre les violences lors des élections, le Parti Paysan et National, qui avaient tout de même réussi à obtenir environ 60 mandats de Transylvanie, de l'ancienne Roumanie et de Bessarabie, déclarèrent le boycott du parlement. Ils furent rejoints par les trois partisans du général Averescu qu'il avait réussi à faire élire avec grande difficulté. Le Parti Communiste, dont tous les responsables se trouvaient en prison, participa extrêmement faiblement aux élections. Parmi les candidats sociaux-démocrates, un seul fut élu – en Bucovine. Les libéraux s'assurèrent ainsi le pouvoir, cependant pour une période de courte durée, car ils sont eux-mêmes conscients des difficultés qui les attendent. Ils convoquèrent le parlement pour seulement deux semaines et le renvoyèrent en vacances jusqu'à l'automne. Gouverner le pays avec une opposition pratiquant le boycott, avec un mouvement ouvrier de nouveau croissant, sera difficile ; et il sera particulièrement difficile d'agir par l'intermédiaire d'un parlement que les libéraux veulent, en violation de la Constitution roumaine, transformer en Assemblée Constituante.

Les libéraux se donnent pour tâche la « consolidation de la Grande Roumanie ». Premièrement, ils veulent procéder par la voie constitutionnelle à la suppression de l'autonomie locale dont jouissaient les nouvelles régions, une autonomie dont elles bénéficiaient déjà du temps de l'ancien pouvoir austro-hongrois. Deuxièmement, les libéraux veulent inclure dans la constitution les réformes électorale et agraire, et il apparaît déjà clairement leur intention de restreindre le système de suffrage universel, ainsi que d'augmenter le rachat pour les terres des propriétaires expropriés. Enfin, il est

4 Par la suite, lorsqu'une scission se produisit dans le parti socialiste, les 12 députés formèrent la fraction communiste.

5 Sur une période de 55 ans, à partir de 1866, les libéraux furent au pouvoir pendant les 3/4 de ce temps. Par exemple, l'un des ministères du vieux Brătianu, père de l'actuel, fut au pouvoir de 1876 à 1888.

plus que probable que les libéraux tenteront d'introduire dans la constitution toute une série de restrictions à la liberté d'expression, de réunion, de presse, ainsi que des limitations du droit d'association et de coalition. Bien que les libéraux jouissent du plein soutien du roi, on ne sait pas s'ils parviendront à réaliser leur plan. Tous les groupements d'opposition contestent la légitimité du parlement actuel non seulement pour les motifs que les élections se sont déroulées avec des violences incroyables, mais aussi parce que la procédure de convocation d'une Assemblée Constituante a été violée. Cette dernière ne peut être convoquée qu'après que le parlement ordinaire aura désigné les articles de la constitution qui doivent être révisés. Mais le parlement précédent ne l'a pas fait. Ainsi, le parlement actuel ne peut avoir le caractère d'une Assemblée Constituante.

Les libéraux comptent introduire la division au sein de l'opposition. Avant même d'arriver au pouvoir, ils menèrent des négociations avec le Parti National Transylvain pour former un gouvernement de coalition. Probablement, ils tenteront aussi maintenant d'attirer ce parti de leur côté, mais la presse assure qu'ils n'y parviendront pas, car les Transylvains défendent leur autonomie. De plus, les chefs du Parti National Transylvain craignent que s'ils s'accordent avec les libéraux pour obtenir quelques portefeuilles ministériels, l'influence du Parti Paysan Transylvain ne se renforce, parti qui, pendant les élections sous le gouvernement Averescu, avait aussi réussi à obtenir quelques mandats et qui est un concurrent dangereux parmi les masses paysannes pour le Parti National lui-même.

Dans la lutte contre l'opposition parlementaire, dans la lutte contre les difficultés internes et externes – de caractère politique et économique – le gouvernement libéral s'usera inévitablement. Des difficultés internationales, j'en parlerai plus bas. Je toucherai d'abord aux difficultés internes. Elles consistent, premièrement, en ce que, comme je l'ai déjà noté, le mouvement ouvrier commence à renaître, malgré la législation réactionnaire du gouvernement Averescu, qui a privé de droit d'association et de grève les ouvriers et employés de l'État, et a imposé un contrôle policier sur les autres syndicats. Contre le Parti Communiste, le gouvernement Averescu avait organisé un procès monstrueux, dans lequel il avait inculpé plus de 300 responsables. Que le mouvement ouvrier commence à renaître, en témoignent les dernières grèves en Transylvanie et en Roumanie.

Le second obstacle interne réside en ce que les paysans commencent à se rendre compte que la réforme agraire a été une tromperie : la majorité d'entre eux n'ont pas encore reçu la terre promise. D'autre part, la Roumanie connaît une crise monétaire aiguë. Bien que les libéraux aient assuré que sous leur pouvoir la chute du lei roumain serait arrêtée, elle continue. En l'espace d'un an, le lei roumain est tombé de 30 à 7 $\frac{3}{4}$ centimes. Au moment de l'arrivée au pouvoir des libéraux, il valait 11 centimes, maintenant, moins que le lei bulgare.⁶ La Roumanie est menacée d'un effondrement financier. Les causes en sont de double nature, d'une part la grande baisse des

⁶ Le lei roumain et le lei bulgare valaient le franc français d'avant-guerre. En Bulgarie et en Roumanie, le système métrique est en vigueur.

exportations roumaines, d'autre part la lutte entre le capitalisme roumain et le capitalisme des pays alliés.

Avant la guerre, l'ancienne Roumanie exportait plus de 200 000 wagons de céréales à l'étranger. La Grande Roumanie, à laquelle fut annexé un territoire deux fois et demie plus grand que l'ancienne Roumanie, et notamment la Bessarabie, qui fournissait auparavant, selon certaines sources, un dixième des exportations russes, n'est pas en mesure de remplir même un contrat tel que la livraison de 20 000 wagons de blé à la France et 6 000 wagons de blé à la Suisse. L'exécution de cet engagement a été reportée de l'année dernière à la présente année 1922. La guerre et la réforme agraire ont introduit un bouleversement complet dans l'économie de la Roumanie.⁷

Les capitalistes anglais et français, qui ont aidé la Roumanie à devenir une « grande puissance », souhaitent prendre sous leur exploitation une partie des richesses roumaines, et en particulier les sources pétrolières roumaines. Dans ce but, sur le marché international, on mène un jeu de baisse systématique de la valeur du lei roumain. Les capitaux français, anglais, américains exploitent toutes les difficultés internationales et internes de la Roumanie pour parvenir à leurs fins.

La troisième difficulté, c'est l'aspiration irrésistible des régions annexées à la Roumanie à l'autonomie. Il faut ajouter à cela, enfin, la vénalité et les instincts prédateurs de toute cette bande de députés, sénateurs, fonctionnaires, qui considèrent leur participation au parti libéral comme rien de plus qu'un moyen de s'enrichir. De là proviennent cet arbitraire et ces oppressions, contre lesquels crie tout le pays – et plus que tous les régions annexées. Lorsqu'un nouveau parti arrive au pouvoir en Roumanie, habituellement un tiers au moins du parti gouvernemental précédent se retrouve sur le banc des accusés pour des délits de droit commun. Ce fait témoigne du processus habituel de décomposition qui saisit tout parti se retrouvant au pouvoir en Roumanie.

Le mouvement ouvrier en Roumanie après 1913

Sur l'histoire du mouvement ouvrier en Roumanie après 1913, je pense m'arrêter davantage, sans oublier, cependant, que ma présente lettre a un caractère d'information, et non d'exposé systématique.

L'histoire du mouvement ouvrier pendant cette période se divise naturellement en trois périodes : avant l'entrée en guerre de la Roumanie, pendant la guerre et après la guerre.

À peine le Parti Socialiste eut-il terminé sa campagne contre la guerre des Balkans et en particulier contre la participation de la Roumanie à celle-ci, qu'une nouvelle tâche, encore bien plus difficile, se présenta à lui : la lutte à l'intérieur du pays contre l'impérialisme roumain et à l'extérieur contre la trahison de la majorité des partis

⁷ Toute la grande agriculture en Roumanie était fondée sur le travail paysan forcé. Les paysans qui ont reçu un peu de terre refusent de travailler pour les propriétaires terriens.

sociaux-démocrates. Tactiquement, la première tâche était pour nous relativement facile. Le Parti Socialiste Roumain n'a pas douté un instant que son devoir était d'empêcher par tous les moyens l'entrée de la Roumanie dans la guerre et de faire obstacle à ce que le prolétariat roumain et les paysans conscients de Roumanie ne suivent pas le mot d'ordre nationaliste. Il ne nous restait rien d'autre à faire que de poursuivre avec encore plus d'obstination et d'énergie ce que nous avons fait en 1912-1913 pendant la première et la seconde guerres des Balkans.

Quant à la seconde tâche – la lutte contre la trahison à l'échelle internationale – ici le Parti Socialiste Roumain a traversé une certaine période de désarroi. Le vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates au parlement allemand fut si inattendu, était en si flagrante contradiction avec les résolutions des congrès internationaux et en particulier avec les résolutions des congrès de Stuttgart et de Bâle, que nous étions enclins à y voir une sorte de manœuvre tactique complexe. Nous avons cherché à justifier les actions des sociaux-démocrates français et allemands. Ce n'est que plusieurs semaines après la déclaration de guerre que nous avons appris pour la première fois que l'unité dans le parti allemand sur la question des crédits n'était qu'apparente, et que lors des réunions du groupe parlementaire, Liebknecht et quelques autres camarades avaient condamné cette conduite avec la plus grande énergie. Peu après, nous sont parvenus par des voies détournées les premiers numéros des journaux de la gauche sociale-démocrate russe, en particulier « *Golos* », qui après sa première interdiction changea son nom en « *Nashe Slovo* ». Sans la moindre hésitation, nous nous sommes ralliés à ce groupe de camarades russes qui, à cette époque, seuls en Occident, se trouvant dans une forteresse assiégée, continuaient à tenir haut le drapeau de l'internationalisme prolétarien. Les camarades roumains prirent part à la campagne pour la convocation d'une conférence internationale, qu'il fut finalement possible de convoquer à Zimmerwald.⁸ Toutes les péripéties de ces négociations te sont connues par notre correspondance d'alors, et je juge inutile de m'y attarder ici, de même que sur la participation étroite que prirent les camarades roumains dans la lutte de « *Nashe Slovo* ».

En juin, avant même la conférence de Zimmerwald, eut lieu à Bucarest une réunion avec les camarades bulgares du parti « Tesniaki »⁹ pour convoquer une conférence balkanique contre la guerre, qui se réunit en juillet 1916, là encore à Bucarest. De cette conférence furent exclus les opportunistes bulgares, dits « larges » ; les camarades serbes, en raison de la guerre, ne purent prendre part directement aux travaux de la

8 Zimmerwald et Kienthal sont les noms des villages suisses où eurent lieu des conférences socialistes internationales contre la guerre, respectivement les 5-8 septembre 1915 et les 24-25 avril 1916. L'objectif de ces conférences était de regrouper les courants socialistes internationalistes et pacifistes européens à la suite du naufrage de la IIe Internationale au début de la Première guerre mondiale, majoritairement dominée par les courants « social-patriotes ». (Note MIA)

9 En 1903, la social-démocratie bulgare se scinda à son Xe congrès en deux ailes ; le Parti social-démocrate et travailliste de Bulgarie (dit « Tesniakis » ou « socialistes étroits »), dirigé par Blagoev et qui donnera naissance en 1919 au Parti communiste, et le Parti ouvrier social-démocrate bulgare, (appelé « socialistes larges » ou « Chirokis ») d'orientation réformiste et opportuniste, qui adopta une position social-patriote pendant la guerre. (Note MIA)

conférence, mais ils exprimèrent par télégramme leur solidarité avec les résolutions de la conférence. À la conférence balkanique de Bucarest, outre les Tesniaki bulgares, assistaient également des délégués du parti social-démocrate grec, qui s'étaient ralliés à notre point de vue. À Bucarest fut posé le début de la Fédération Ouvrière Sociale-Démocrate Révolutionnaire des Balkans, qui se donna pour tâche la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre les sociaux-patriotes. Notre participation à cette dernière lutte s'exprima aussi dans la publication de la brochure polémique que j'ai écrite en français et que tu connais (*Les Socialistes et la guerre*), dirigée contre les sociaux-patriotes français et ensuite rééditée en France par le Comité pour la Reprise des Relations Internationales. Avant comme après la conférence de Zimmerwald, malgré toute la campagne de mensonges et de calomnies, la classe ouvrière roumaine a fait son devoir dans d'innombrables meetings et manifestations, dont l'une, qui eut lieu à Galați, se termina par des fusillades. Je préfère citer ici un document officiel russe, signé par le consul du tsar à Galați, Kartamychev :

« Télégramme secret du consul général à Galați, 13 juin 1916, n°23 : Aujourd'hui, lundi matin, une grande foule d'ouvriers syndicalistes, hommes et femmes, avec des drapeaux rouges, marchait dans la rue du Port, dans le but de faire une manifestation hostile contre l'administration municipale, qui se soucie peu de nourrir le prolétariat. Devant l'agence turque, la foule fut arrêtée par les troupes. Les manifestants se mirent à jeter des pierres et des bâtons sur les soldats. La troupe fit plusieurs salves. Selon mes informations, il y eut 5 tués, 3 grièvement blessés et 20 légèrement. Les foules se sont dispersées. Mais des patrouilles parcourent la ville. »

Le complément naturel de ce télégramme est le télégramme suivant de l'ambassadeur russe à Bucarest Poklevski, du 17 juin 1916, n°402.

« En référence à mon télégramme n°391 : Suite à l'incident de Galați, le gouvernement roumain a révoqué de ses fonctions le préfet local Hussen, a muté le procureur du tribunal local et a décidé de traduire en justice Rakovsky et les principaux meneurs de la manifestation – les syndicalistes. Ces derniers ont organisé à Bucarest hier et aujourd'hui des réunions assez nombreuses pour protester contre l'effusion de sang à Galați et contre la guerre en général. Le gouvernement n'a pas interdit ces réunions et a même indiqué les rues par lesquelles les manifestants pouvaient passer, mais a averti en même temps que toute tentative de manifestation en dehors des limites indiquées serait contrée par la force armée. »

Je ne m'attarderai pas ici sur l'exactitude des faits, fortement déformés dans les télégrammes russes. Je signalerai seulement que le but de la manifestation à Galați était de protester contre la guerre. Aussi, le nombre de tués n'était pas de 5, mais de 8. Environ 12 camarades furent arrêtés, dont moi-même. Cependant, la grève générale, qui commença le jour de la manifestation de Bucarest, obligea le gouvernement libéral à libérer les arrêtés. Il ne souhaitait visiblement pas accroître l'agitation parmi les ouvriers, car le gouvernement roumain se préparait déjà à déclarer la guerre, ce qui eut lieu le 16 août. Le jour même de la déclaration de guerre, un meeting grandiose se tint à

Bucarest, mais la manifestation qui devait avoir lieu après le meeting fut dispersée par la police et la cavalerie.

Avec la déclaration de guerre et de l'état de siège, le travail du parti fut rendu difficile. Pendant environ deux semaines, nous avons encore essayé de publier le journal du parti, mais la censure le confisqua et, finalement, le ferma. Après cela, je fus arrêté, puis un certain nombre d'autres camarades furent également arrêtés, entre autres, 5 secrétaires de syndicats, qui avaient présenté une protestation écrite contre mon arrestation. Les camarades arrêtés restèrent à Bucarest jusqu'à l'arrivée des Allemands, et moi, le gouvernement roumain m'emmena avec lui, comme « criminel d'État important », et m'emprisonna d'abord dans la prison criminelle de Vaslui, puis me transféra à Jassy. Là, le 1er mai 1917, je fus comme tu le sais libéré de prison par la garnison russe qui se trouvait à Jassy, ce dont l'ambassadeur russe de l'époque à Jassy, Mossolov, télégraphia au quartier général le 2 mai, n°528, ce qui suit :

« Hier, 1er mai nouveau style, a eu lieu, à la connaissance des autorités roumaines, un grand meeting de la garnison russe de Jassy dans le faubourg de Socola. Ensuite, les manifestants, dans un ordre parfait, se sont déplacés dans les rues de la ville avec des drapeaux rouges et des pancartes avec des inscriptions en russe et en roumain et avec de la musique. Les troupes qui marchaient se sont rassemblées sur la place, où fut amené en automobile Rakovsky, le socialiste roumain, qui venait d'être libéré de sa prison par nos soldats... De la place, les soldats emmenèrent Rakovsky à destination d'Ungheni. Les ministres qui m'ont parlé de cet incident n'ont pas formulé de plainte, mais étaient visiblement très affectés par ce qui s'était passé, accusant leurs autorités policières de ne pas avoir exécuté l'ordre du Conseil des Ministres d'emmener Rakovsky de Jassy avant la manifestation du 1er mai. »

En même temps que moi, quitta Jassy le camarade [Mihail Bujor](#), qui se cachait de la justice, parce que, étant en uniforme d'officier, il avait prononcé lors des funérailles du camarade Otto, membre du comité exécutif du parti roumain, tué pendant la guerre, un discours accusateur dirigé contre le militarisme roumain. En ces jours, le gouvernement roumain tremblait pour son existence. Il fut sauvé par les alliés et le ministre de la guerre Goutchkov. Ce dernier, entre autres, condamna l'acte de la garnison russe de Jassy à mon égard et força les comités des soldats et des officiers à quasiment s'excuser auprès du gouvernement.

Les persécutions ultérieures du gouvernement roumain et des ambassadeurs alliés contre le groupe des socialistes roumains, qui se trouvaient sur le territoire russe, continuèrent avec l'aide de [Kerensky](#), qui envoya plusieurs télégrammes et publia plusieurs ordres pour prendre des mesures contre Bujor et moi, comme en témoigne la correspondance avec le quartier général et avec le général Chtcherbachev, commandant le front roumain ; cette correspondance, je l'ai publiée en janvier 1918 dans la « *Pravda* ». J'y ai également publié une série de documents relatifs à la politique de la Roumanie avant et après son entrée en guerre.

Pour éviter l'arrestation, dont j'avais été prévenu par Semionov (aujourd'hui accusé dans le procès des socialistes-révolutionnaires), arrivé du quartier général, je dus me cacher à l'usine de Sestroretsk¹⁰ chez les camarades Voskov et Sorine, puis à Kronstadt, dans l'organisation bolchevique locale.

Le groupe de camarades roumains resté à Odessa, avec Bujor à sa tête, continua à publier le journal roumain « *Lupta* » (La Lutte). Après la révolution d'Octobre, le groupe roumain organisa des bataillons révolutionnaires roumains, qui prirent part à la lutte contre les troupes roumaines, contre les Haïdamaks¹¹ et contre l'invasion allemande. Le camarade Bujor, revenu illégalement en Roumanie, fut arrêté et condamné à 25 ans de travaux forcés avec un certain nombre d'autres camarades, ainsi que le camarade Constantinescu. À Nicolau, à moi-même et à d'autres, qui se trouvaient hors de portée de la justice roumaine, fut rendu un verdict de mort par contumace pour lutte armée contre notre patrie.

Parallèlement à cette période « russe », pour ainsi dire, du mouvement ouvrier roumain, il y a aussi la période « roumaine militaire », qui se réduisait à l'activité des camarades restés à Bucarest. L'organisation de Jassy, qui était déjà très faible avant la guerre, ne put manifester une activité particulière pendant la guerre, d'autant plus que les meilleurs camarades étaient arrêtés, dont le fils de notre vieil ami commun [Dobrogeanu-Gherea](#). Un autre camarade, [Max Wexler](#), suspecté d'avoir organisé ma libération, fut lâchement assassiné sans aucun procès sur ordre de l'adjudant royal, le lieutenant Romalo. La méthode d'élimination des adversaires politiques par un meurtre vulgaire est l'une des méthodes habituelles des gouvernements roumains. Selon des informations des journaux roumains, le camarade [Roshal](#) – commissaire du front roumain – fut assassiné de la même manière lâche. Après la guerre, les journaux roumains ont publié des informations sur l'assassinat de Roshal, désignant un certain colonel Stere (qu'il ne faut pas confondre avec le chef du parti paysan), qui occupait le poste de procureur auprès de l'état-major roumain, comme l'organisateur de cet assassinat. De la même manière, furent assassinés non loin de Jassy à l'été 1917 trois marchands d'Odessa ainsi qu'un garçon qui les accompagnait – les journaux roumains expliquant que cet assassinat avait été organisé par Stere pour des motifs intéressés. Mais dans un des numéros du journal bucarestois « *Adevărul* » que je viens de lire, est publiée une lettre d'un certain Jovin, rapportant que c'est lui qui a commis le meurtre sur ordre du colonel Stere et non par intérêt, mais parce qu'il y avait des soupçons que ces marchands d'Odessa étaient des « espions » russes.

Comme je l'ai déjà noté, une polémique s'est élevée dans la presse roumaine sur cette question. L'« *Adevărul* », rapportant le 20 avril la lettre auto-accusatrice de Gheorghe Jovin, écrit : « *Le fait reste indubitable. 4 personnes – 3 adultes, accompagnés d'un enfant – furent tuées sans aucun procès, alors qu'il existait autant de tribunaux militaires qu'on en voulait. Si les personnes susmentionnées s'étaient livrées à l'espionnage, il n'y avait aucune*

¹⁰ Usine d'armement proche de Petrograd. (Note MIA)

¹¹ Milices cosaques du XVIIIe siècle et surnom donné aux troupes nationalistes de la Rada centrale ukrainienne et du Directoire.

crainte que les juges militaires les épargnent. Ils furent tués sans aucune forme de cérémonie. Monsieur Jovin a reçu l'ordre du colonel Stere, mais qui a donné l'ordre au colonel Stere ? Monsieur Vintilă Brătianu, qui était alors ministre de la guerre, est tenu de répondre, d'autant plus que les libéraux, revenus au pouvoir, ont donné au même colonel une nouvelle haute fonction précisément dans la ville où le crime a été commis, à savoir à Jassy. »

Je ne parlerai pas ici des exécutions de soldats roumains, qui étaient déjà menées par les tribunaux militaires à cette période où le « Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de Russie » maintenait trois armées à la frontière roumaine. Je ne parlerai pas non plus des pogroms contre les juifs en Moldavie à la même époque, organisés par les autorités roumaines. La correspondance officielle, dont j'ai, comme déjà dit plus haut, rendu publique une partie dans la « *Pravda* » en janvier 1918, en parle assez éloquemment. Je rappellerai seulement ici que le comportement du gouvernement roumain a provoqué des manifestations tumultueuses parmi les unités militaires russes en Roumanie, et sous l'influence de ces manifestations, le gouvernement roumain fut contraint d'abolir sur le papier la peine de mort, mais pas pour longtemps.

Je reviens maintenant à la période militaire bucarestoise du mouvement ouvrier roumain, à ce qu'a fait le groupe de camarades resté à Bucarest.

Le commandement militaire allemand a poursuivi à l'égard des ouvriers organisés la politique du gouvernement roumain. Les tentatives de restaurer l'action de l'organisation du parti et des syndicats et de publier à nouveau le journal « *Lupta* » se heurtèrent à l'interdiction catégorique des Allemands. Pour terroriser le mouvement ouvrier, ils arrêtèrent un certain nombre de responsables du parti.

La révolution de Février ranima quelque peu le mouvement ouvrier. Le jour du Premier mai, environ 2 000 ouvrières manifestèrent dans les rues de Bucarest, exigeant la fin de la guerre.¹² Mais les Allemands eurent de nouveau recours à de nouvelles arrestations, et ces tentatives de résurrection du mouvement ouvrier furent liquidées.

La révolution d'Octobre provoqua une nouvelle impulsion dans le mouvement ouvrier en Roumanie. À Bucarest commence la diffusion de proclamations illégales, les syndicats reprirent vie, de sorte que lorsque, en novembre 1918, à Bucarest, après la défaite des Allemands, le pouvoir roumain apparut sous la forme du nouveau gouvernement de Brătianu, remplaçant Marghiloman, le mouvement ouvrier représentait déjà une force cohérente certaine. Les perspectives du mouvement révolutionnaire étaient excellentes, la position du gouvernement critique. À l'intérieur du pays, il y avait du mécontentement et de l'indignation contre Brătianu, que l'on considérait comme le principal responsable de la guerre et de sa mauvaise conduite. Aucune armée n'avait subi de telles défaites et n'avait abandonné aussi honteusement ville après ville, comme l'armée roumaine. C'était

¹² À Bucarest, il ne restait presque plus de population ouvrière masculine. Une partie se trouvait dans la zone de retraite de l'armée roumaine, une autre partie, employée dans l'industrie militaire, avait été transférée dans diverses villes de la Roumanie non occupée.

la faute de stratèges incapables et de généraux d'intendance qui s'adonnaient davantage au vol et aux jeux de cartes qu'aux affaires militaires.

La situation internationale était également défavorable. À l'est, en Ukraine, le pouvoir soviétique se rétablissait à nouveau. En Hongrie, en Autriche, en Allemagne, la révolution triomphait déjà, dirigée pour l'instant contre la monarchie, le parti de la guerre et les féodaux. Mais il était indubitable que sous l'influence du mouvement communiste russe, le processus révolutionnaire irait plus loin. C'est pourquoi, dès sa première apparition à Bucarest, Brătianu jugea nécessaire d'éclairer la politique « préventive » de terreur contre la classe ouvrière.

Le 13 décembre 1918, un guet-apens fut tendu à Bucarest par les autorités policières et militaires aux typographes en grève qui manifestaient dans la rue, et on se mit à les mitrailler. Sur les trottoirs et la chaussée de la rue Academiei restèrent 20 ouvriers tués et 50 grièvement blessés. Mais cela ne put arrêter la vague de grèves qui se répandit dans toute la Roumanie.

Le mouvement ouvrier après la guerre

Les fusillades du 13 décembre, coïncidant avec la montée du mouvement ouvrier, ne firent que renforcer l'humeur offensive de la classe ouvrière roumaine. L'année 1919 se déroule sous le signe de grèves importantes de plus en plus fréquentes, dont les participants, dès la fin de 1918 (notamment la grève des typographes), avançaient en premier lieu des revendications politiques, notamment l'abolition des tribunaux militaires et de la censure militaire. Dans les usines et les fabriques, des conseils ouvriers commencèrent à s'organiser. Aux luttes des ouvriers de l'ancien royaume roumain se joignirent les ouvriers des nouvelles régions, en particulier les ouvriers de Transylvanie et du Banat, avec leur industrie charbonnière et métallurgique développée. Les masses ouvrières exprimaient haut et fort leur désir d'aligner le front du mouvement ouvrier et socialiste roumain sur le front de la révolution russe et du Comintern.

À la conférence du parti en avril 1919, à laquelle participèrent des représentants des organisations professionnelles et socialistes de toute la Roumanie, triompha le programme qui prenait pour base les thèses de la IIIe Internationale Communiste. Mais cela fut contre la volonté de nombreux dirigeants et, en particulier, contre la volonté des dirigeants sociaux-démocrates de Bucovine et de Transylvanie : Grigorovici, Pilder, Flueraș, Jumanca et autres. En contradiction avec la volonté clairement exprimée des masses ouvrières, les dirigeants sociaux-démocrates, passés par l'école opportuniste de la social-démocratie hongroise et autrichienne, et en même temps imprégnés d'un nationalisme roumain non dissimulé, devinrent l'instrument de Brătianu.

Leur vil travail contre-révolutionnaire fut aidé par la lâcheté et l'indécision de nombreux dirigeants roumains, qui changeaient de position et se déclaraient aujourd'hui partisans des thèses de la IIIe Internationale Communiste, et demain partisans d'une politique de conciliation. La lâcheté personnelle joua aussi un rôle non négligeable, la

peur de retomber entre les griffes de la police roumaine et dans les cachots du gouvernement roumain.

Je ne décrirai pas ici la lutte des différents courants dans le mouvement ouvrier roumain, relative à l'année 1919. Elle est rapportée avec tous les détails et avec exactitude dans le manifeste du Comité Exécutif du Comintern aux ouvriers roumains, publié dans le numéro 16 de « *L'Internationale Communiste* ». Y est également publiée la réponse de la délégation roumaine venue en Russie fin 1920, composée non seulement de communistes et de centristes, mais incluant même un traître aussi évident que Flueraș, qui, en tant que ministre, a participé au gouvernement provisoire transylvain et a signé le traité de Versailles. En raison de ces trahisons, le mouvement ouvrier roumain, qui représentait une force très importante en 1919 – environ 120 000 membres de syndicats et environ 20 000 membres du parti dans la seule ancienne Roumanie –, sur le plan qualitatif représentait une masse inorganisée, incapable de combattre et politiquement inconsciente. Et lorsque le gouvernement Averescu commença à appliquer au mouvement roumain des persécutions policières et la terreur, il ne rencontra pas de résistance sérieuse, et il parvint sans grande difficulté à écraser les syndicats et le parti. Le prétexte en fut la grève générale de fin 1920.

Je renonce aussi, par manque de temps, à décrire toutes les péripéties de la lutte de cette époque. Il suffit de rappeler qu'à la fin de 1921, plus de 1000 ouvriers se trouvaient dans les prisons roumaines. Le congrès du parti, finalement convoqué après de longues hésitations, qui décida d'adhérer à la IIIe Internationale Communiste, fut entièrement arrêté dès qu'il eut pris cette décision. Parmi les délégués du congrès, ceux qui avaient voté pour l'adhésion à la IIIe Internationale furent maintenus en prison. Je noterai encore un fait. La terreur du gouvernement roumain a provoqué une déviation terroriste dans le mouvement ouvrier lui-même. L'acte terroriste le plus important, organisé par un groupe d'ouvriers avec Max Goldstein à sa tête, est l'explosion du Sénat roumain, au cours de laquelle furent tués le ministre de la Justice, un certain évêque et l'un des grands marchands de Bucarest ; un certain nombre d'autres personnes furent grièvement blessées. La machine infernale explosa 15 minutes avant l'ouverture même du Sénat, ce qui explique que le nombre de victimes fut relativement faible. Pendant plus d'un an, les personnes arrêtées de toutes catégories furent détenues en instruction préalable, subissant des tortures et des sévices contre lesquels elles protestèrent par de multiples grèves de la faim.

Enfin, commença le fameux procès des 370 accusés, qui dure déjà depuis presque six mois. Jusqu'à présent, il y a eu plus de 100 audiences, et l'affaire, visiblement, va traîner on ne sait combien de temps. Avant cela, il y eut toute une série d'autres procès, qui eurent lieu dans tout le pays, principalement en lien avec la grève générale. Sur la base des verdicts des tribunaux, des centaines de camarades étaient déjà emprisonnés. En 1920, Mihail Bujor fut condamné aux travaux forcés à perpétuité pour sa participation à la révolution russe, Iancu Athanasiu, un ouvrier de Galați, à 10 ans, l'ouvrier du bâtiment Stroici, pour les mêmes motifs, à 25 ans. Tous les ouvriers roumains qui avaient eu un rapport direct ou indirect avec le mouvement révolutionnaire en Russie et, en particulier, avec le bataillon révolutionnaire roumain organisé à Odessa début 1918, furent

recherchés, arrêtés et condamnés à de longues peines d'emprisonnement. La seconde série de verdicts concerne les ouvriers ayant pris part à la grève générale de fin 1920, dont l'ensemble de la commission générale du Conseil des syndicats. Ces derniers ont écopé de cinq ans d'emprisonnement, et certains ouvriers en Transylvanie, jusqu'à 10 ans !

Je ne veux pas terminer cette note sur le mouvement ouvrier roumain sans m'arrêter en particulier sur le procès des communistes, qui par son ignominie est sans précédent. Même dans l'histoire du tsarisme russe, il n'y a pas un tel acharnement à bafouer la personne humaine, comme c'est le cas dans le procès des communistes roumains.

Le procès des communistes

Ce procès remarquable par l'arbitraire des autorités fut organisé et mené dès le début par les autorités militaires, bien que l'état de siège en Roumanie ait été levé depuis longtemps. En tant qu'enquêteur et par la suite en tant qu'accusateur, intervint un certain major Cernă, un soudard obtus et malveillant, avec la psychologie d'un véritable cent-noir. Son acte d'accusation est imprégné de l'antisémitisme le plus grossier. Il n'a pas eu honte d'écrire noir sur blanc que le procès des communistes « *est un procès de la race aryenne contre la race sémitique* », ce qui était en fait inexact, car l'écrasante majorité des accusés de base, ainsi que des dirigeants, sont dans une plus grande mesure de véritables Roumains que Cernă lui-même et que la majorité des ministres roumains, anciens et actuels.¹³ Pendant l'enquête, des tortures et des passages à tabac furent infligés aux accusés. Cela fut connu par les journaux avant le procès et apparut encore mieux pendant le procès, bien que le président ait systématiquement refusé de poser aux témoins des questions mettant en lumière les violences et les sévices tant de la police que des autorités d'enquête.

Voici quelques échantillons d'interrogatoires et de réponses (je cite du journal « *Adevărul* » du 10 mai) : « *Le témoin Rubinstein de Chişinău donne des dépositions concernant les accusés de Bessarabie. Le président du tribunal refuse au témoin de poser une série de questions de caractère général. L'accusé Broidman veut indiquer que les sévices et les actions inquisitoriales de la sûreté de Chişinău et le fait que le travail politique légal n'y était pas autorisé ont contraint les ouvriers à chercher d'autres moyens pour défendre leurs intérêts. Cela énerve beaucoup le président, et il demande à l'accusé de retourner à sa place. L'accusé veut ajouter quelque chose, mais le président ordonne aux gardes de le ramener dans sa cage* » (il faut dire ici que tous les accusés se trouvaient dans des cages séparées).

Voici un autre extrait : « *L'accusé Max Goldstein, du groupe des terroristes, demande au président l'autorisation de poser une question au témoin Gheorghe Tănase (ancien député*

¹³ Tu sais sans doute que la majorité des familles de boyards roumains sont d'origine étrangère – principalement grecque. La bourgeoisie roumaine aussi. Elle est principalement d'origine bulgare. Le célèbre poète roumain Eminescu a fustigé dans ses satires politiques « *les Grecs au nez fin* » et « *les Bulgares au front large* », constituants respectivement le parti conservateur et le parti libéral.

communiste, qui a aussi été en prison pendant un an. NDLR) *une série de questions. Entre autres, il lui demande s'il sait qu'en Bessarabie des ouvriers ont été fusillés sans aucun procès. Le président n'autorise pas cette question. Max Goldstein a demandé au témoin de dire s'il savait qu'à Jassy les locaux ouvriers avaient été fermés, et que les ouvriers avaient été soumis à la torture, le président ne permet pas non plus de poser cette question. Alors Max Goldstein déclare qu'il aimerait entendre les réponses à ses questions, car seule une telle situation l'a contraint à commettre la tentative d'attentat connue au Sénat. »*

Les sévices ont continué pendant le procès lui-même. Les accusés, à leur retour en prison, étaient battus, mis au cachot et on leur mettait des menottes aux mains et aux pieds. Voici comment, dans le même journal mentionné ci-dessus, est décrite l'apparition au tribunal de l'accusé communiste Fabian, rédacteur du journal quotidien « *Socialismul* » : « *Fabian apparaît entre des soldats tenant leurs fusils en joue. L'accusé est soutenu par deux de ses camarades, parce qu'il est incapable de marcher après son incarcération au cachot, qu'il a subie. À ses pieds, il porte des chaussures de bois, parce que ses pieds sont enflés à cause des menottes. »*

À de telles ignominies, les accusés répondaient par des grèves de la faim. Mais la justice roumaine n'avait pas honte, même pendant les grèves de la faim, de convoquer les accusés au tribunal. Beaucoup des accusés étaient amenés au tribunal sur des brancards. Des photographies de ces audiences ont été publiées dans certains journaux étrangers, entre autres dans le journal communiste français « *L'Humanité* ». Il arrivait parfois que pendant le procès, les accusés, en particulier les femmes, s'évanouissent. Les autorités militaires ne se gênaient pas pour manifester leur grossièreté même au tribunal. Une fois, un officier a giflé l'une des accusées. La salle d'audience avait l'aspect d'une sorte de camp militaire et d'hôpital de campagne. Outre d'innombrables soldats et officiers qui gardaient les accusés, deux mitrailleuses avaient été installées dans la salle d'audience.¹⁴ Une organisation bourgeoise française – la « *Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen* » – a protesté contre la manière dont ce procès était mené. Souvent, les défenseurs des accusés étaient contraints d'adresser des protestations collectives au gouvernement, au roi, à l'opinion publique. Mais mieux que ma description, une idée de ce qui s'est passé au tribunal et avant le tribunal est donnée par la protestation de Dobreanu, doyen des avocats de Bucarest, qui a publié dans les journaux bucarestois du 29 mai un document qui rappelle par sa rédaction la lettre de Zola pendant l'affaire Dreyfus. Ce document étant très long, je n'en citerai que quelques extraits.

« J'accuse ouvertement les autorités militaires d'avoir appliqué aux communistes des tortures tant morales que physiques, – des passages à tabac, des punitions par le cachot renforcé, dont j'ai moi-même été témoin, et dont rougiraient même des Patagons. J'accuse sans aucune réserve l'autorité militaire d'avoir torturé l'avocat Gheorghianu, parce qu'il ne s'était pas déshabillé assez vite lorsque le signal de se coucher fut donné. J'accuse l'autorité militaire d'avoir enfermé dans ce même cachot Eugen Ionescu seulement parce qu'il jetait des miettes de pain dans le poêle. J'accuse l'autorité militaire d'avoir aussi maintenu au

¹⁴ La Sûreté roumaine répandait différentes rumeurs, comme quoi les ouvriers se préparaient à libérer de force les accusés, ou bien qu'un attentat se préparait contre le tribunal, etc.

cachot Ilie Moscovici seulement parce qu'il avait déclaré que « d'autres auront aussi leur tour ». Suit une énumération d'accusations analogues : l'accusé Rosenberg fut battu parce qu'il jugeait inadmissible que l'enquêteur intervienne au procès en même temps comme procureur ; Dobrogeanu-Gherea fut soumis à des coups et à une punition au cachot pour une remarque faite à l'officier de service ; des étudiantes communistes furent l'objet de tortures physiques et morales... Dobrogeanu accuse encore les autorités militaires d'avoir « par leurs cruautés inutiles fait des communistes soumis à la torture des martyrs et des héros, par leur terrorisme réactionnaire encouragé et justifié le terrorisme révolutionnaire », et qu'elles ont ainsi fait du procès « une école de révolution ». Dobrogeanu déclare encore que « Bucarest peut être appelée plutôt la capitale de l'Afrique, que la capitale de l'État le plus civilisé », et aussi que « les autorités militaires par leur conduite ont réussi à détruire le socialisme et à permettre la naissance du bolchevisme », etc., etc.

Pendant le procès, un meurtre révoltant mais habituel a été commis. Lorsque l'un des témoins, un ouvrier syndicaliste purgeant sa peine, Leontin Filipescu, revenait après l'audience à la forteresse de Jilava, il fut tué en chemin par les soldats qui l'accompagnaient. Ce lâche assassinat provoqua l'indignation et la protestation même d'une partie de la presse bourgeoise. Le gouvernement a cherché à étouffer l'affaire, en déclarant que Filipescu aurait voulu s'échapper, bien que la famille de Filipescu ait établi qu'il n'était même pas en état de marcher après la fièvre typhoïde qu'il venait de subir. Filipescu a été tué par trois balles. De plus, sur son corps, on a trouvé plusieurs blessures de baïonnette.

Je noterai encore deux traits pour caractériser ce procès. Le premier trait présente une certaine actualité en ce moment, où à propos du procès des socialistes-révolutionnaires, la presse bourgeoise aussi écrit beaucoup sur la « liberté de pensée ». Parmi les témoins au procès des communistes se trouvait l'un des professeurs roumains de droit constitutionnel les plus connus, un certain Disescu, qui a été plusieurs fois ministre de la Justice. Lorsque l'accusé Cristescu lui a posé la question de ce qu'il pensait de la liberté d'expression de la pensée, que la constitution roumaine garantit, Disescu a refusé de répondre. Un autre juriste, Goeun, à une question analogue du même Cristescu, demandant si les « délits d'opinion » sont punissables, a répondu que les Romains jetaient les dissidents sur les bûchers.

Le second trait : au tribunal, il a été établi que l'humeur révolutionnaire en Roumanie est propre aux masses ouvrières les plus larges. Lorsque l'un des défenseurs a demandé à l'ancien et actuel député conciliateur, le docteur Pildner de Bucovine, « si les masses ouvrières de l'ancien royaume étaient partisans du communisme », ce dernier a répondu textuellement : « Je le sais par ma propre expérience. Quand je parlais aux masses ouvrières et les invitais à se prononcer contre l'adhésion à la Troisième Internationale et contre le communisme, les ouvriers ne me laissaient pas parler. » À la seconde question du défenseur : « Le témoin pense-t-il que si Cristescu n'était pas communiste, les masses le suivraient-elles ? » – le docteur Pildner a répondu textuellement : « Elles le repousseraient, comme elles l'ont fait avec moi. »

L'ampleur de ce procès fut telle que même l'opinion publique roumaine, habituée à toutes les ignominies, dut s'alarmer des descriptions des scènes sauvages qui se déroulaient au tribunal et dans les cachots. La presse roumaine commença particulièrement à s'inquiéter à partir du moment où les exploits du major Cernă et autres soudards acquirent une large notoriété européenne. Le gouvernement s'est empressé d'utiliser le récent mariage de la fille du roi roumain avec le roi serbe pour amnistier une partie des accusés. Ceux qui étaient poursuivis dans l'affaire de la grève et accusés d'avoir pris part au congrès communiste furent libérés. Mais cette amnistie ne s'appliqua pas aux communistes clandestins, au groupe des terroristes, ni aux communistes ayant participé à la révolution russe ; environ 70 camarades sont menacés de lourdes peines. Leur procès se poursuit.

La politique étrangère de la Roumanie (La question de la Bessarabie)

J'ai déjà mentionné plus haut qu'à côté des difficultés internes de caractère politique et économique, un ensemble de difficultés de caractère international se présente au gouvernement roumain. Pendant la guerre, la Roumanie a eu plus de chance que les autres pays, car elle a utilisé à la fois l'alliance avec l'Entente et les relations amicales avec l'Allemagne, survenues après la conclusion de la paix de Bucarest en 1918. Les Allemands aidèrent la Roumanie à obtenir la Bessarabie, et les Français et les Anglais la Bucovine, la Transylvanie, le Banat, et aussi à se renforcer en Dobroudja bulgare. Mais en même temps, proportionnellement à l'augmentation du territoire, les soucis des boyards roumains pour leur avenir politique augmentèrent. Et c'est la question de la Bessarabie qui les inquiète tout particulièrement.

Ce que le gouvernement roumain a fait pour affirmer son pouvoir en Bessarabie pourrait faire l'objet d'un volume entier. Pillages, violences, et surtout meurtres furent appliqués en Bessarabie à grande échelle. L'année dernière, vers la mi-juin, furent tués par les autorités roumaines en Bessarabie, sur la route de Baimaclia à Acherman, les communistes suivants : Nikita Abramovici, Pavel Kociorba, Ghincu, Ivan Moiseev et Massarenko ; dans la ville d'Akerman – le camarade Brofman ; dans la région du village de Palanca ; le camarade Vasile Abramovici. Toutes ces exécutions furent justifiées par les autorités roumaines par une « tentative de fuite des arrêtés ». Dans les premiers jours d'octobre, furent tués sur la route de Cârligați à Comrat les camarades E. Nicolau et trois camarades arrêtés avec lui. La justification était la même. La presse roumaine n'a pas eu honte de déclarer avec un franc cynisme que ce n'était qu'une façon de parler. La liste ci-dessus est loin d'épuiser le nombre de personnes tuées ou mortes dans les cachots roumains et bessarabiens après des tortures et des sévices. Je ne parlerai pas ici des exécutions massives qui ont eu lieu dans les premiers mois de l'occupation en Bessarabie, ainsi qu'au début de 1919, lorsque s'est produit le soulèvement de Hotin. Je rappellerai seulement que peu après l'arrivée des Roumains en Bessarabie, furent tués Nadia Grinfeld, le socialiste-révolutionnaire Kossand, tout le présidium du congrès paysan de Bessarabie et 18 soldats du premier régiment moldave. En 1919, en Bessarabie, fut jugé le procès des 108, pour lequel la majorité des accusés furent envoyés

aux travaux forcés. Pour démanteler les organisations, la torture est le moyen le plus sûr, auquel ont eu recours les autorités roumaines.

Mais la politique du gouvernement roumain a conduit à ce qu'il est devenu pour les paysans et les ouvriers de Bessarabie encore plus haïssable que l'ancien gouvernement tsariste. Même la presse roumaine et certains des roumanisateurs de la Bessarabie elle-même ne le cachent pas. Ainsi, par exemple, le sénateur Alexandri, partisan du général Averescu et l'un de ceux qui au Sfatul Țării¹⁵ ont voté pour l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, déclarait l'année dernière au Sénat roumain : « *Depuis notre union, toute la Bessarabie gémit d'un bout à l'autre. Depuis lors, on n'y entend ni chansons, ni danses.* »

Très récemment, à propos de notre déclaration à la conférence de Gênes, dans laquelle nous ne reconnaissons pas l'annexion de la Bessarabie par la Roumanie, l'organe du Parti National Transylvain, « *Gazeta Transilvaniei* », écrivait : « *Tant le gouvernement Averescu que le gouvernement libéral ont commis des péchés impardonnables. Ils ont repoussé de nous les cœurs de la population bessarabienne et maintenant ils s'efforcent de faire la même chose avec les Transylvains. Nous sommes sûrs que s'il n'existait pas en Bessarabie ces ordres qui y règnent, Tchitchérine n'aurait pas eu le courage de protester sous la forme connue de tous.* »

Toute la population paysanne de Bessarabie, y compris les Moldaves, qui constituent la plus grande partie de la paysannerie bessarabienne, tourne ses regards vers les républiques soviétiques. En effet, la déclaration de la délégation russe a extrêmement inquiété la conscience troublée des dirigeants roumains, bien qu'elle ne contenait pas la moindre menace de guerre contre la Roumanie, mais simplement une constatation du fait de l'illégalité de l'annexion de la Bessarabie. Comme j'ai dû mener dans la presse italienne et française une certaine polémique avec la délégation roumaine, en particulier avec le délégué roumain Diamandi, la délégation roumaine a jugé nécessaire de diffuser par l'intermédiaire des correspondants roumains présents à Gênes la communication suivante, que je cite comme un trait curieux. Elle a été publiée dans « *Adevărul* » du 20 avril, après le compte-rendu d'une de mes conversations dans la soi-disant « *Université Communiste de Gênes* » : « *J'apprends de certains milieux que le docteur Rakovsky a commencé à paraître suspect à la délégation russe en raison des déclarations qu'il a faites. Il ne serait pas étonnant que la délégation démente le docteur.* » Et ensuite vient cet aveu naïf : « *Pour répondre à la propagande active que les bolcheviks mènent à Gênes, la délégation de la presse roumaine a décidé d'inviter les journalistes italiens se trouvant à Gênes à une série de déjeuners, pour leur donner des explications exhaustives sur la question de la Bessarabie. Le premier déjeuner aura lieu à l'hôtel « Britannia » lundi 17 de ce mois.* »

15 Sorte de « pré-parlement » organisé par le gouvernement roumain en Bessarabie, composé de partis principalement bourgeois. Le Sfatul Țării avait pour mission de proclamer l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, en violation du traité du gouvernement roumain avec les Soviétiques du 5 mars 1918, qui obligeait la Roumanie à évacuer la Bessarabie avant le 15 mai de la même année. Mais même ce « pré-parlement » était contre l'annexion à la Roumanie. Ce n'est que par une tromperie grossière et par la corruption que le gouvernement roumain parvint à arracher le vote dont il avait besoin.

Cependant, comme l'appétit vient en mangeant, les nationalistes roumains espèrent que viendront des temps où ils pourront étendre leur politique de conquête à la rive gauche du Dniestr. Odessa les tente beaucoup, et ils préparent l'opinion publique dans cette direction. L'idéologue du nationalisme roumain, le professeur Iorga, a déjà plusieurs fois déclaré dans son journal « *Neamul Românesc* » que entre le Dniestr et le Boug la majorité de la population est d'origine roumaine. En novembre de l'année dernière le journal roumain « *Universul* », au moment de l'expédition de Tioutiounnyk, a enregistré Jytomyr, soi-disant déjà occupé par Tioutiounnyk, comme une ville à population purement roumaine. Il n'est pas fortuit que pendant les négociations de Varsovie entre le camarade [Karakhan](#) et Filitti, ce dernier ait proposé au camarade Karakhan, comme on le voit dans les procès-verbaux des négociations, d'autoriser la délégation de la « Société des femmes roumaines » à apporter de la nourriture et de l'aide médicale pour les distribuer à la population paysanne entre le Dniestr et le Boug.

À ce propos, je dirai quelques mots au sujet de ces négociations, parce qu'elles sont redevenues dans la presse roumaine un sujet d'attention, après l'échec de la tentative de Brătianu à Gênes d'obtenir la reconnaissance de l'annexion de la Bessarabie. Dans la presse roumaine, une polémique animée s'est élevée sur le fait que, par la bêtise du gouvernement de Take Ionescu, on a laissé passer un moment favorable où la Roumanie aurait pu obtenir de nous à bon marché la reconnaissance du « fait accompli ». Maintenant, cependant, ce temps est passé, et tôt ou tard – disent les journaux roumains – la Fédération Soviétique, consolidée sur le plan international, présentera sa facture.

Après la conférence de Gênes, une campagne pour le renforcement et la réorganisation de l'armée roumaine s'est également élevée dans la presse roumaine. Pour justifier aux yeux du peuple roumain les nouvelles dépenses que cela nécessitera, la presse roumaine répand les rumeurs les plus absurdes. Premièrement, dans tous les journaux a été publiée une dépêche, soi-disant reçue de Londres, dans laquelle il est dit que j'aurais signé à Gênes un traité secret avec le gouvernement bulgare. L'origine bucarestoise de cette dépêche ressort du fait que j'y suis appelé « docteur » – un titre connu seulement des Roumains. Une seconde dépêche de Sofia rapporte que je serais arrivé là-bas incognito avec le ministre bulgare [Stambouliski](#). La dépêche dit ensuite : « *Ce n'est que deux jours après que l'information a été publiée dans les journaux que le bureau de presse bulgare a tenté de démentir cette information, déclarant qu'en effet, à Gênes, le docteur Rakovsky avait exprimé un tel souhait, mais que le ministre-président bulgare lui avait demandé de renoncer à son intention en raison de la situation internationale de la Bulgarie.* » Je ne doute pas qu'aucune information de ce genre n'ait été faite à Sofia, car elle est absurde. Je note ce détail parce que de fausses informations de ce genre sont la nourriture habituelle des lecteurs roumains et l'un des procédés les plus courants de la presse bourgeoise en Roumanie pour créer un véritable état d'esprit. À cet égard, il faut reconnaître la supériorité des journalistes bourgeois sur les nôtres, car souvent nous ne savons même pas utiliser un matériau qui nous est favorable à tous égards, alors que la presse bourgeoise n'a pas honte d'en inventer. À partir de la révolution de Février, mais surtout celle d'Octobre, une campagne systématique a été menée contre la Russie dans la presse roumaine. Pendant le procès des communistes, un certain témoin, parlant de la

Russie, déclarait qu'elle avait « trahi » les Roumains à trois reprises. De plus, de Bucarest et de Chişinău, les informations les plus effrontées sur l'état interne des républiques soviétiques sont envoyées quotidiennement à l'étranger.

Revenant à la conférence de Gênes, je dois dire que, loin de contribuer à élever l'autorité politique de la Roumanie, elle lui a toutefois apporté un certain bénéfice réel, en partie grâce à [Lloyd George](#). Pour ne pas se présenter les mains complètement vides en Angleterre, Lloyd George a inventé la soi-disant « petite entente de non-agression », par opposition à la grande entente qu'il n'a pas réussi à faire aboutir. La petite entente, comme on le sait, concerne l'engagement mutuel de non-agression entre les républiques soviétiques, d'une part, et tous les États bourgeois d'autre part. Pour jouer le rôle de sauveur de la paix, Lloyd George a eu recours à des allégations sur la menace des « troupes rouges qui commencent déjà à se concentrer aux frontières bessarabienne et polonaise ». [Poincaré](#) l'a répété de manière imagée dans son récent discours, déclarant que « *le loup hurle déjà de faim à la lisière de la forêt* ». En un mot, poussés par la faim, nous, suppose-t-on, aurions pu être tentés par le pain polonais et roumain et passer à l'offensive. Les Roumains ont bien utilisé ce canard ; plusieurs trains d'armes, d'uniformes et d'avions sont déjà arrivés de France en Roumanie. C'est la première application immédiate après la conférence – mais sûrement pas la dernière – de la « petite entente de non-agression » !